

ZOOM

- ▶ L'ANNÉE 2006 DANS LA CONSTRUCTION, L'AGRICULTURE, LE TOURISME, LA FONCTION PUBLIQUE
- ▶ PÉRIODE DE TRANSITION À PRÉVOIR DANS L'EST ET LA CÔTE-NORD

LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2006

Risques de chocs accrus

LOUIS TANGUAY
LTanguay@lesoleil.com

■ L'économie canadienne continuera sur sa lancée actuelle en 2006, mais les risques de chocs devraient augmenter au fur et à mesure qu'on s'approchera de l'horizon 2007.

Ils s'accumuleront surtout en provenance du sud de la frontière où les inquiétudes sont stimulées par des coûts énergétiques élevés, par l'impact des hausses de taux d'intérêt sur la bulle immobilière, par la concurrence asiatique et surtout par la faiblesse du billet vert.

Qui parle de dollar américain faiblissant dit aussi dollar canadien en hausse.

Or, selon Peter Gibson, spécialiste de la stratégie quantitative et vice-président chez Valeurs mobilières Desjardins, les autorités américaines confrontées à deux déficits en forte croissance sur le plan budgétaire et au chapitre des échanges internationaux visent un fléchissement à long terme des taux applicables à leur dette obligataire.

Elles le font en poussant graduellement à la hausse les taux d'intérêt de court terme, espérant tiédir la fougue des consommateurs attisée par la valeur des maisons en forte hausse.

Le défi est de ne pas provoquer une récession puisque la croissance économique américaine provient essentiellement des dépenses de consommation en expansion grâce à un endettement record des ménages.

Normalement, les taux d'intérêt s'échelonnent à la hausse suivant la longueur des échéances. Mais la politique monétaire américaine devrait in-

verser cette courbe, ce qui risque de déclencher des craintes de récession, selon les spécialistes de la Banque TD. Mais Don Drummond, économiste en chef pour cette institution, ne prévoit pas une récession. Clément Gignac, économiste en chef à la Banque Nationale, non plus.

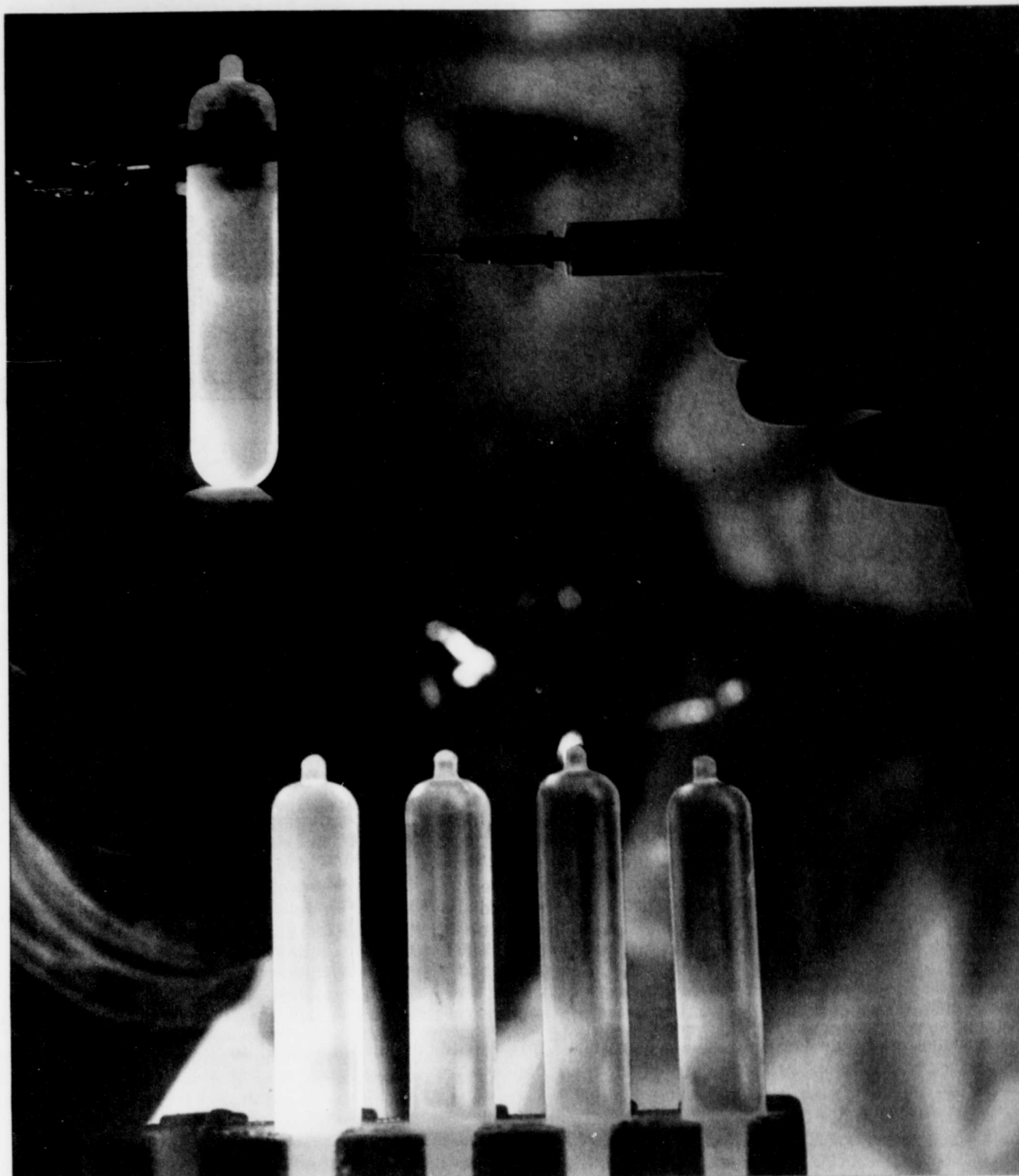
Les coûts énergétiques et la valeur du huard en cause

Les experts entendent néanmoins un ralentissement de l'économie américaine vers la fin de 2006 et au début de 2007, en bonne partie à cause du resserrement du crédit.

Pour maintenir le cap sur ses cibles d'inflation et pour ne pas exacerber le raffermissement de la devise canadienne, la Banque du Canada devra, elle aussi, poursuivre sa politique de hausse des taux directeurs en décrétant au moins deux relèvements d'un quart de point chacun au début de l'année.

La demande mondiale et surtout asiatique demeurera forte pour les produits de base canadiens incluant le pétrole. Ceci aidera à maintenir le produit intérieur brut (PIB) canadien dans une zone que les prévisionnistes situent entre 2,7 % et 3,2 %. Au milieu de l'échantillon d'experts consultés, la Chambre de commerce du Canada

Voir **RISQUES** en D 2 ▶



Il y a à peine quelques semaines, la mise à jour de la situation financière des biotechs québécoises a surtout démontré que plus de la moitié d'entre elles craignaient de ne pas pouvoir tenir une autre année, faute de liquidités dans leurs coffres.

BIOTECHS ET SCIENCES DE LA SANTÉ

L'année de tous les espoirs

PIERRE COUTURE
PCouture@lesoleil.com

■ Ça ne sent pas la déprime, mais force est de constater que le secteur québécois des biotechs et des sciences de la santé a déjà connu des moments plus heureux.

«On espère surtout être de retour dans la mire des investisseurs», lance Bertrand Bolduc, président de Bio-Québec.

Il faut dire que les trois dernières années n'ont pas été de tout repos pour ce secteur composé majoritairement de petites sociétés dont la capitalisation dépend fortement d'appels à l'épargne.

Il y a à peine quelques semaines, la mise à jour de la situation financière des biotechs québécoises a surtout démontré que plus de la moitié d'entre elles craignaient de ne pas pouvoir tenir une autre année, faute de liquidités dans leurs coffres.

Signes qui ne mentent pas, les grands investisseurs institutionnels comme la Caisse de dépôt, le Fonds de solidarité

FTQ ou encore la Société générale de financement (SGF) n'ont d'ailleurs pratiquement pas investi l'an dernier dans de nouvelles entreprises.

Malgré les efforts déployés par l'industrie et par diverses associations, les investisseurs étrangers ne se bousculent toujours pas pour investir au Québec. «Ça va surtout prendre des bonnes nouvelles pour que les investisseurs reviennent», observe Patrick Potvin, de Fiera Capital.

Ce dernier constate que les titres des entreprises émanant des secteurs du pétrole et du gaz et des aurifères demeurent encore très alléchants sur le marché.

Qu'à cela ne tienne, les biotechs québécoises «restent dures à tuer», convient Bertrand Bolduc. «Et tout

n'est pas noir, fait valoir Serge Depatie, de la firme de placements Natcan. S'il y a eu des bons coups par le passé, il y en aura d'autres cette année.»

Pour le gestionnaire de Natcan, à l'instar de la situation observée aux États-Unis, le secteur pourrait attirer de nouveau le regard des investisseurs en 2006.

Dans le meilleur des mondes, l'analyste souligne que le marché canadien pourrait offrir une chaude lutte aux biotechs américaines. L'an dernier, pendant que l'indice canadien reculait, les actions des sociétés américaines de santé ont offert une poussée d'un peu moins de 10 %.

PAS CHERS

Serge Depatie souligne que le secteur de la santé et des biotechs redévoit être intéressant en raison de la faible évaluation des titres par rapport à leur potentiel. «Les titres ne sont pas

Voir **ESPOIRS** en D 6 ▶

Prévisions

	2004	2005	2006
États-Unis			
PIB réel — moyenne annuelle (%)	4,2	3,7	2,9
Canada			
PIB réel	2,9	2,9	2,7
Québec			
PIB réel — moyenne annuelle (%)	2,3	2,2	2,4
Autres indicateurs canadiens (données en % sauf indication contraire)			
Taux de chômage	7,2	6,8	6,8
Taux d'inflation	1,8	2,3	2,1
Mises en chantier (en milliers)	232	223	203
Taux cible du financement à un jour (fin d'année)	2,50	3,25	3,75
Taux des obligations du Trésor 10 ans (fin d'année)	4,30	4,15	4,15
Dollar canadien (en \$ US, moyenne annuelle)	76,83	82,70	86,70
Marché mondial			
Or (en dollars US par once)	438	500	600
Pétrole (en dollars US par baril)	43	58	45

Source : Banque Nationale

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

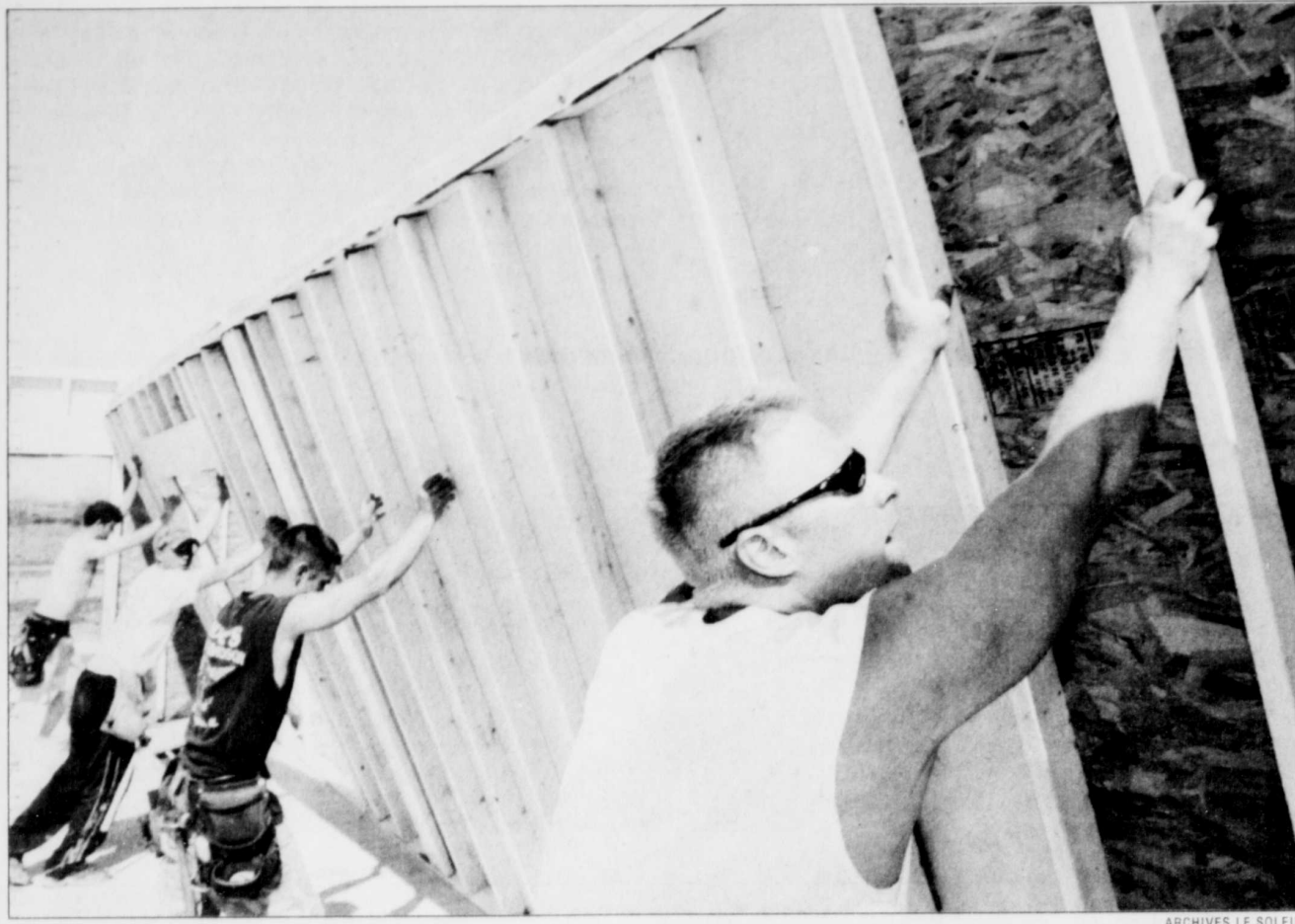
Jean-Marc Brisson
LE NATURISTE
651-8246

C'est bon la vie!

Une vaste gamme de produits pour la santé et le bien-être (système nerveux, digestif ou immunitaire, facultés intellectuelles, fonctions cardiaques, articulations, condition physique...). Suppléments alimentaires et vitaminiques, produits naturels, produits de beauté et de soins corporels. Exclusivités: produits Le Naturiste et Gamme Nature en pratique emballage avec sachet individuel pour dose quotidienne...

LES HALLES DE SAINTÉ-FOY
Angle du Vallon et Quatre-Bourgeois

LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2006



Plus de 5500 finissants des écoles de formation professionnelle feront leur entrée sur les chantiers de construction cette année.

CONSTRUCTION

Le rajeunissement de la main-d'œuvre se poursuit

PIERRE PELCHAT
PPelchat@lesoleil.com

■ Le mouvement de rajeunissement de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction se poursuivra en 2006 à un rythme plus rapide que dans d'autres secteurs industriels au Québec.

«Les jeunes ont compris que l'emploi avait repris dans la construction depuis quelques années. Nous maintiendrons cette année le même niveau d'activités record qu'en 2005 avec 127 millions d'heures de travail pour les quatre secteurs de la construction», a commenté l'économiste principal de la Commission de la construction du Québec (CCQ), Louis Delagrave.

Il a expliqué que ce mouvement de rajeunissement est nécessaire pour remplacer ceux qui partent à la retraite, quittent le secteur et aussi pour répondre aux besoins plus considérables des entrepreneurs. Cette tendance est également le résultat des efforts de formation et de perfectionnement des dernières années et de la revalorisation de la formation professionnelle. L'an dernier, on comptait 134 000 travailleurs dans la construction, soit 50 000 de plus qu'en 1996.

«Nous aurons besoin cette année de 9000 nouveaux travailleurs. Beaucoup de ces travailleurs viendront des écoles de formation professionnelle. L'an dernier, 4200 finissants ont intégré les rangs de l'industrie», a indiqué M. Delagrave.

Mais les entrepreneurs veulent davantage de diplômés. On parle d'un niveau de 5500 jeunes à former par année pour répondre aux besoins. Il y a 10 ans, seulement 1000 nouveaux travailleurs sortaient des écoles de formation professionnelle.

«La formation est avantageuse. Les finissants des écoles de formation professionnelle sont plus nombreux à demeurer dans l'industrie que ceux qui n'ont pas de formation. Les trois quarts sont encore là après cinq ans», a souligné l'économiste.

Un autre phénomène notable est la hausse du nombre d'exams de qualification des apprentis pour devenir compagnon. Il y en a eu 6000 l'an dernier et on en prévoit 6500 cette année et 8000 en 2008.

«Ça prend de cinq à six ans selon les métiers pour accumuler le nombre d'heures suffisant à un apprenti pour être admissible à un examen. On voit qu'il y a plus de jeunes qui deviennent compagnon et ça va continuer», a observé M. Delagrave.

En devenant compagnon, un apprenti voit son salaire majoré de près de 20%. En outre, il n'est plus soumis à certaines contraintes, dont celle de devoir travailler avec un compagnon.

Au gré de l'économie, le niveau d'activité variera ou non dans les secteurs de la construction. En 2006, on prévoit une baisse de 12% de la construction résidentielle qui sera compensée par une croissance sur les chantiers industriels, de génie civil et de voirie. La construction résidentielle ne repré-

sente que 18% des heures de travail dans la construction. Le niveau d'activités dans le secteur commercial et institutionnel qui constitue la moitié de toutes les heures déclarées à la CCQ demeurera au même niveau que l'an dernier.

Après des années difficiles, on assistera à une légère augmentation des travaux dans le secteur industriel, qui est soumis à des cycles. Des gros projets de plusieurs centaines de millions de dollars sont en préparation dans le secteur minier. Les raffineries continueront d'investir massivement pour se moderniser et pour répondre aux nouvelles normes en teneur réduite en soufre dans les carburants. Ultramar poursuit des investissements de 350 et 150 millions \$ à ses installations de Lévis, ce qui en fait le plus important chantier de la grande région de Québec.

Dans le secteur institutionnel, les grands investissements publics vont continuer de pleuvoir sur Montréal avec les deux projets de centres hospitaliers universitaires et ceux de l'hôpital Sainte-Justine et de l'Université de Montréal.

À Québec, on prévoit compléter cette année les travaux de 40 millions \$ de la clinique en oncologie du Centre hospitalier universitaire de Québec. Dans les projets annoncés, il y a ceux du pavillon Ferdinand-Vandry à l'Université Laval (65 millions \$), du Centre de génomique du CHUL (50 millions \$) et de l'Hôtel-Dieu de Québec (173 millions \$).

Cette année, l'activité dans la construction sera également soutenue par une hausse du budget des travaux routiers du gouvernement québécois (1,3 milliard \$) et par le maintien des dépenses d'immobilisation d'Hydro-Québec dans les centrales hydroélectriques et les lignes électriques à plus de 3,5 milliards \$.

► Coûts horaires

Dans les principaux métiers actifs dans la construction résidentielle légère (de bois) pour un compagnon au 1^{er} janvier 2006

	Salaires de base	Coût global pour l'employeur*
Briqueur-maçon	26,64\$	47,48\$
Carreleur	26,64\$	44,14\$
Charpentier-menuisier	26,11\$	43,38\$
Couvreur	27,41\$	47,94\$
Électricien	27,41\$	42,67\$
Peintre	24,27\$	40,78\$
Plâtrier	25,64\$	42,72\$
Plombier	27,41\$	42,79\$
Manœuvre	20,64\$	35,65\$

*Inclut l'indemnité de vacances, les avantages sociaux, la RRQ, la CSST, etc.

Note: l'apprenti gagne de 50% à 85% du salaire du compagnon.

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

RISQUES

Suite de la D 1

prévoit une année semblable à 2005, avec une croissance du PIB oscillant autour de 2,9%.

À des fins d'illustration, les prévisions de la Banque Nationale ont été retenues parce que, sans être représentatives des attentes des économistes consultés, elles peuvent être qualifiées de moins optimistes que l'ensemble. Sauf peut-être pour le pétrole.

Plusieurs économistes, notamment ceux de CIBC Marchés Mondiaux, s'entendent en effet pour prévoir que le prix moyen du baril de brut dépassera les 70 \$US. À la Financière Banque Nationale, Stéphane Marion parle plutôt d'un retour vers 45 \$US, soit son niveau de la fin de 2004.

Pour dire à quel point les signaux sont mixtes, rappelons que chez Desjardins, Peter Gibson évoque pour 2006 la même fourchette qu'en 2005: 50 à 75 \$US le baril. D'autres économistes de Desjardins réduisent cet intervalle à 54-62 \$US.

Par contre, malgré son repli de la mi-décembre, le prix de l'or devrait

reprandre son ascension et Clément Gignac maintient sa cible à 600 \$US l'once. C'est moins une question de demande que de faiblesse de la devise dans laquelle le prix est exprimé. Tout cela soutiendra fortement le huard.

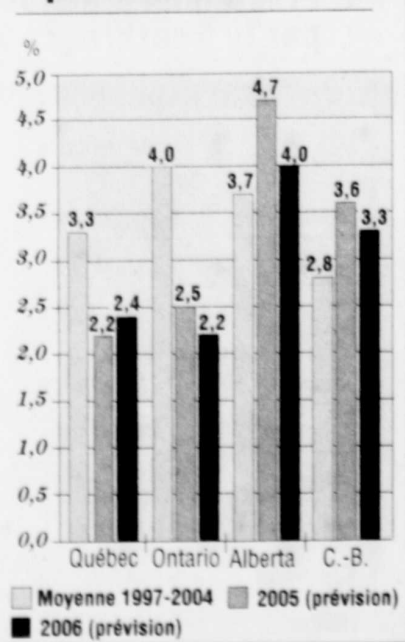
Pendant que Clément Gignac anticipe pour 2006 une fourchette de 85 à 88 \$US (il y a un an, il avait prédit 85 \$US pour 2005), Peter Gibson parle de pointes possibles à 90, voire 93 \$US à la fin de l'année.

Les experts s'entendent aussi pour dire que la croissance de l'économie canadienne sera caractérisée par de fortes disparités régionales (voir tableau). Les prix élevés du pétrole et du gaz pousseront les résultats au-dessus de la moyenne canadienne dans l'Ouest, tandis que les coûts énergétiques et l'impact de la force du dollar sur les exportations manufacturières comprimeront la performance dans le centre du pays.

AU QUÉBEC

Au Québec, disent les gens de la Banque Nationale, ces facteurs sapent la capacité concurrentielle des entreprises qui font aussi face à la

► Croissance du PIB provincial



Source: Banque Nationale

concurrentielle des pays émergents. «De plus, le Québec a beau être moins exposé à l'industrie automobi-

FONCTION PUBLIQUE

Retour à la normale après le psychodrame des négociations

GILBERT LEDUC
GLeduc@lesoleil.com

■ Après le psychodrame des négociations et l'adoption de la loi 142 concernant les conditions de travail dans le secteur public, la vie reprendra son cours, en 2006, dans la fonction publique, qui, par ailleurs, poursuivra son œuvre de réduction de ses effectifs.

Il y a fort à parier que les 75 000 employés des ministères et organismes en auront longtemps gros sur le cœur contre le gouvernement de Jean Charest, qui vient d'imposer un gel des salaires pour les années 2004 et 2005 et des majorations annuelles de 2% pour les années 2006, 2007, 2008 et 2009 et une série de sévères sanctions à quiconque va oser faire la grève d'ici le 31 mars 2010.

La grogne des syndiqués — qui risque de coller aux fesses du gouvernement libéral jusqu'à la fin de son mandat — trouve aussi son écho auprès des gestionnaires. Habituellement réservés et discrets, les cadres ont récemment commencé à se plaindre publiquement du peu de reconnaissance affichée à leur égard par le Conseil du trésor.

Est-ce que la colère des employés affectera la prestation de services à la population? La protectrice du citoyen, Pauline Champoux-Lesage, en doute. «Nous pouvons compter sur une fonction publique professionnelle», a-t-elle confié au SOLEIL.

«Les fonctionnaires sont des gens extrêmement dévoués», a ajouté Louis Côté, directeur de l'Observatoire de l'administration publique de l'École nationale d'administration publique (ENAP). «L'épisode de la loi 142, ils l'avalent de travers, c'est évident. Toutefois, en bons serveurs publics, ils vont rapidement se retrousser les manches.»

CURE D'AMAIGRISSEMENT

Conformément à l'engagement pris en 2004 par la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, de réduire la taille de la fonction publique de 20% d'ici 2013, l'État va continuer, en 2006, sa cure d'amaigrissement. L'objectif est d'éliminer 1109 postes. En 2005, la cible de 926 postes avait été largement dépassée. Pas moins de 1400 postes ont été rayés de la carte.

Toujours dans la foulée de la modernisation de l'État, Monique Jérôme-Forget va recevoir, au printemps, le rapport du groupe de travail chargé d'examiner la pertinence de la mission de 58 organismes gouvernementaux.

En février dernier, l'ancien haut fonctionnaire Thomas J. Boudreau avait remis à la ministre le rapport de l'examen d'un premier contingent de 60 organismes. La loi 120, adoptée la semaine dernière, est venue compléter cette première étape en donnant le feu vert à

l'abolition de quelques organismes — la plupart d'entre eux étaient déjà inopérants — et à des transferts de responsabilités administratives.

C'est un nouveau groupe de travail, présidé par François Geoffrion et Lise Lachapelle, qui pilote l'examen de 58 nouveaux organismes parmi lesquels on retrouve la Commission de la capitale nationale et la Société du Centre des congrès de Québec.

SERVICES QUÉBEC

Ce qui va provoquer le bouleversement le plus important dans la fonction publique en 2006, selon Louis Côté, c'est la mise en place de Services Québec et du Centre de services partagés du Québec.

«La venue de ces deux agences vient bousculer l'ensemble de l'appareil gouvernemental au chapitre de la prestation de services aux citoyens et de celui de son fonctionnement administratif», a expliqué M. Côté, qui se réjouit du fait que le gouvernement avait choisi deux mandarins chevronnés pour diriger ces deux entités: Francine Martel-Vaillancourt (Services Québec) et André Trudeau (Centre des services partagés).

Services Québec va devenir le guichet unique des services gouvernementaux. «À titre de partenaires de Services Québec, il va falloir que les ministères et organismes acceptent de confier des responsabilités et des ressources à la nouvelle agence. Ce n'est pas gagné d'avance. Les partenariats ne vont pas de soi entre les ministères et organismes.»

En ce qui a trait au Centre des services administratifs, le directeur de l'Observatoire de l'administration publique y voit une occasion pour l'État de réaliser «des économies d'échelle et des gains en matière d'efficacité et de performance» en regroupant au sein d'une seule organisation une myriade d'activités à caractère administratif.

En 2006, il faudra aussi surveiller la révision de la Loi sur l'administration publique. Le gouvernement voudra y apporter des modifications pour abattre certaines lourdeurs nuisant à la gestion par résultats. Des changements pourraient aussi être apportés à la Loi sur la fonction publique pour faciliter, entre autres, les mouvements de personnel entre la fonction publique, les réseaux de la santé et de l'éducation et les municipalités.



Une fois l'épisode mouvementé de la loi 142 passé, les fonctionnaires vont se retrousser les manches, estime Louis Côté, directeur de l'Observatoire de l'administration publique de l'ENAP.

ARCHIVES LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES

le que l'Ontario, des entreprises québécoises sont néanmoins d'importants fournisseurs de pièces pour les usines ontariennes.»

Compte tenu, disent-ils, de l'accroissement des investissements des entreprises québécoises en machines et équipement et de certains autres facteurs extérieurs, l'économie québécoise devrait accélérer à 2,4% en 2006 comparativement aux 2,2% attendus pour 2005.

Dans sa dernière analyse, l'Institut de la statistique du Québec a noté une amélioration de la croissance du PIB au cours du troisième trimestre de 2005. La construction résidentielle recule, mais cela «est peu surprenant, après quatre années consécutives de forte croissance».

Sur un plan plus local, le Conference Board du Canada attribue sa prévision d'un plafonnement à 2,7% de la croissance économique dans la région de Québec au fait que la demande de nouveaux logements est en train de se calmer. Après trois années vigoureuses, on peut cependant

s'attendre selon cet organisme à de fortes dépenses de consommation et à une intensification de l'activité touristique en 2006.

GRIPPE AVIAIRE

Ces prévisions sont évidemment soumises à un certain nombre de risques, dont celui de l'écllosion hypothétique d'une forme transmissible entre humains du virus H5N1 de la grippe aviaire. Peter Gibson dit pour sa part que la «plus grande crise de l'histoire de l'humanité» pourrait bouleverser tous les scénarios.

Prenant pour hypothèse que la pandémie pourrait rendre 6,2 millions de Canadiens malades et en tuer 133 000, les experts du ministère fédéral des Finances ont calculé que cet événement pourrait freiner de près de la moitié la croissance économique prévue. Une progression de 1,6% au lieu de 2,8% coûterait 14 milliards \$ à l'économie.

Parmi les secteurs qui seraient les plus durement touchés, on identifie ceux du tourisme, des voyages, de l'hébergement et du spectacle.

La demande de nouveaux logements est en train de se calmer

LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 2006

AGRICULTURE ET FORÊTS

L'heure de l'accalmie?

RÉJEAN LACOMBE

RLacombe@lesoleil.com

■ Après avoir traversé d'importantes zones de turbulence ces dernières années, les secteurs agricole et forestier pourraient fort bien connaître en 2006 une certaine forme d'accalmie.

Bon nombre d'indices qui ont parsemé la vie des agriculteurs et des forestiers en 2005 semblent tracer la voie. D'autant plus que certaines épines qui irritaient le milieu agricole depuis 2003 sont devenues, du moins temporairement, inoffensives.

Cela ne veut pas dire pour autant que 2006 fera disparaître toutes les verrues et attisera la prospérité des agriculteurs et des forestiers. Mais comme disent bon nombre d'entre eux, «c'a été tellement mal au cours des dernières années que ça ne peut pas être pire en 2006».

Dans les deux cas, la nouvelle année pourrait être considérée comme l'année du repositionnement.

En fait, c'est peut-être le secteur forestier qui aura le plus à en découdre avec les fantômes d'hier. La crise du

bois d'œuvre a fait mal, très mal à l'industrie forestière québécoise. Même si les Américains ont commencé lentement à desserrer l'étau à la suite des jugements prononcés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et ceux de l'ALENA, le mal a déjà fait son œuvre.

Comme un malheur n'arrive jamais seul, le secteur forestier a reçu une autre taloche avec la décision du gouvernement québécois de réduire de 20% les coupes de résineux.

Les effets combinés de ces deux magistrats gifles se sont traduits par la perte de milliers d'emplois. Ce sont évidemment les régions forestières qui voient ainsi leur avenir immédiat lourdement hypothéqué.

POURSUITE DE LA RÉFORME

L'année 2006 devrait aussi être l'occasion pour les autorités gouvernementales de poursuivre la mise en plan de la réforme forestière proposée par la Commission Coulombe il y a un peu plus d'un an.

Là encore, on doit s'attendre à des grincements de dents. Dans une lettre expédiée récemment au SOLEIL, le président de la Conférence des coopératives forestières du Québec, M. Steeve Saint-Gelais, trouve inquiétant que la vision du gouvernement et les principales stratégies pour cheminer vers la foresterie d'avenir ne soient toujours pas dévoilées, un an après le dépôt du rapport Coulombe.

Du même souffle, il soulève bon nombre de questions qui devraient être au programme gouvernemental.

M. Saint-Gelais se demande comment entreprendre le virage de la gestion écosystémique des forêts et quelles seront les nouvelles règles d'allocation de la matière ligneuse.

«Quels sont, poursuit-il, les principaux paramètres pour déployer une sylviculture de mise en valeur des forêts? Quels nouveaux rôles, responsabilités et marges de manœuvre seront dévolus aux intervenants du milieu forestier? Comment sera gérée l'inévitable rationalisation de l'industrie?»

Ces questions fort pertinentes donnent le ton de la prochaine étape de mise en application de la réforme forestière québécoise. Il y a fort à parier qu'en 2006 de nombreuses in-

quiétudes viendront irriter les intervenants du secteur forestier québécois.

AGRICULTURE : UN RÉPIT

Les agriculteurs québécois ne l'ont pas eu facile au cours des dernières années. Les effets dévastateurs de la maladie de la vache folle, la réforme du système de taxation agricole et les fameuses négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont durement secoué le secteur agricole.

Mais à la fin de 2005, la tension a diminué d'un cran et, devant la tournure des événements, 2006 laisse présager un répit mérité. Ce ne sera pas nécessairement le paradis, mais au moins le secteur agricole aura quitté l'enfer dans lequel il était plongé depuis près de trois ans.

Même si les Américains n'ont pas complètement levé l'embargo sur le bœuf canadien puisque les bovins âgés de 30 mois et plus sont toujours interdits aux États-Unis, la tension est moins sévère que par le passé.

En attendant, les producteurs de bovins peuvent

se réjouir puisque le Japon, qui lui aussi interdisait le bœuf canadien sur les étals de ses boucheries, vient de rouvrir ses portes aux produits bovins canadiens. Cette importante décision permet aux producteurs de se repositionner sur le marché international en 2006.

Sources perpétuelles d'inquiétude, les négociations à l'OMC de décembre dernier ont bien failli sonner le glas pour la gestion de l'offre. Mais un accord de dernière minute a permis d'éviter le pire. Les dirigeants du monde agricole savent par contre très bien que c'est partie remise.

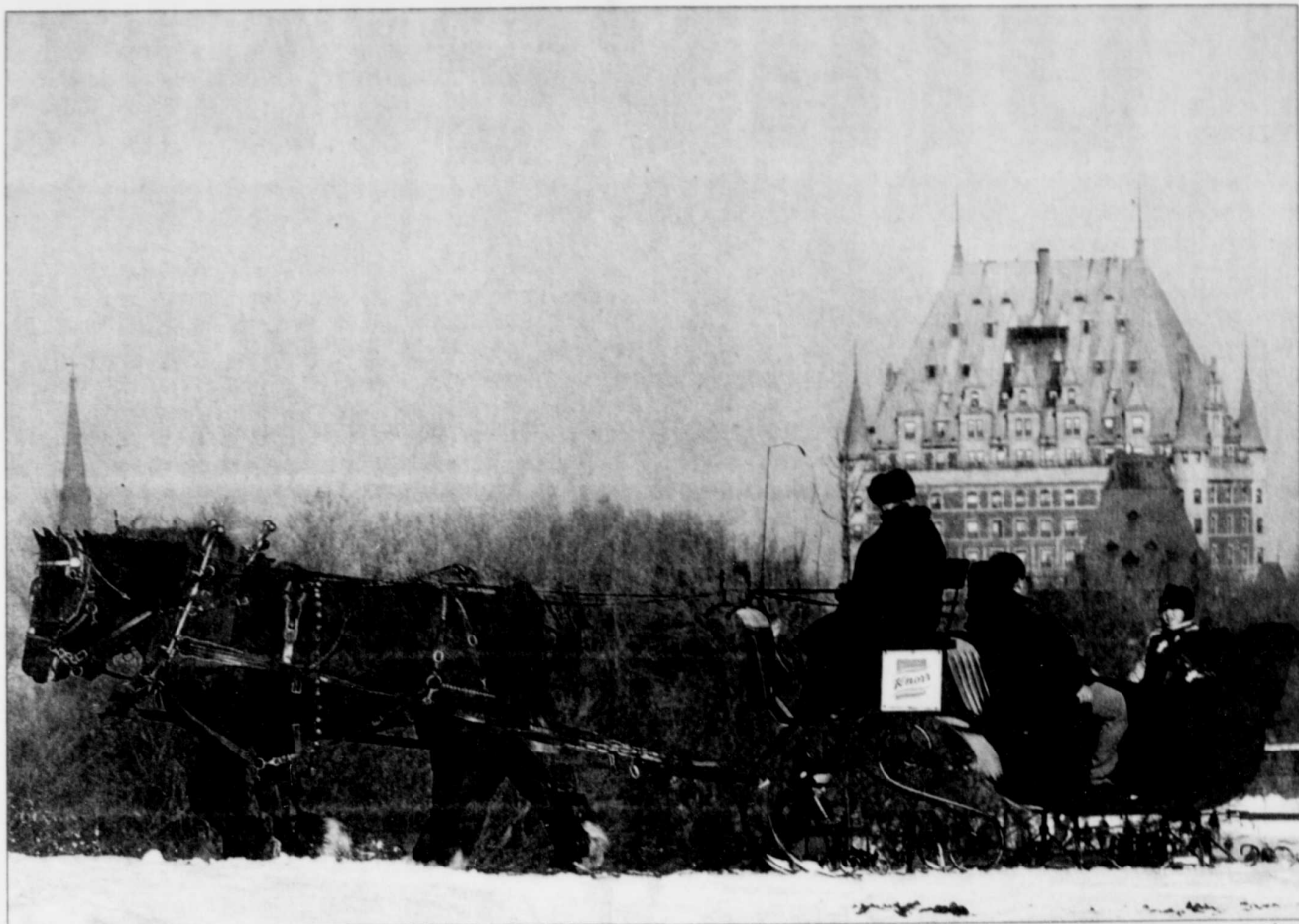
Le président de l'Union des producteurs agricoles (UPA), M. Laurent Pellerin, explique cette situation en disant que le monde agricole a gagné une bataille mais n'a pas encore remporté la guerre. Le cycle de Doha se poursuit et la prochaine échéance est le 30 avril 2006. Ce prochain rendez-vous risque fort d'être déterminant.

Les producteurs agricoles ont également poussé un soupir de satisfaction en voyant le controversé dossier des taxes agricoles réglé. 2006 aurait été particulièrement agité si les négociations entourant cette réforme fiscale s'étaient prolongées.

Mais tout cela ne veut pas dire que la prochaine année se déroulera comme un long fleuve tranquille. Il reste à savoir comment se déroulera l'après-moratoire sur l'industrie porcine. On peut s'attendre à de bonnes épreuves de force à ce chapitre.

Les questions environnementales continueront également à retenir l'attention. Même si les producteurs agricoles ont jusqu'à maintenant franchi un bon bout de chemin au chapitre de la protection de l'environnement, d'autres défis seront au rendez-vous en 2006.

Il y a aussi au menu la protection des terres agricoles, la difficile réconciliation entre le monde rural et les citadins. Bref, une année plus avenante mais pas nécessairement plus tranquille.



La hausse du tourisme que connaîtra la région de Québec sera toutefois inférieure à la moyenne canadienne.

TOURISME

Hausse de 2,2 % en vue à Québec

PIERRE PELCHAT

PPelchat@lesoleil.com

■ L'industrie touristique de la région de Québec connaîtra une hausse de son achalandage en 2006, selon le Conference Board du Canada, qui sera toutefois inférieure à la moyenne canadienne.

L'organisme prévoit que 5,5 millions de touristes se rendront à Québec, soit une augmentation de 2,2 % par rapport à l'an dernier, comparativement à une hausse de 2,8 % pour l'ensemble du Canada et de 2,9 % pour la région de Montréal.

Le nombre de touristes américains demeurera sensiblement le même à 652 000 en 2006 comparativement à 649 000 l'année dernière. Depuis quelques mois, les touristes venant des États-Unis se font moins nombreux, ce qui affecte particulièrement les grands hôtels de Québec.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette tiédeur de nos voisins du sud à venir à Québec et ailleurs au Canada. La confusion voulant qu'il soit nécessaire à l'avenir d'avoir un passeport pour entrer ou pour retourner aux États-Unis peut en avoir dissuadé plus d'un de voyager au Canada.

En outre, les citoyens américains semblent avoir le moral dans les talons depuis quelque temps. L'indice de confiance des consommateurs américains a atteint en septembre dernier son plus bas niveau depuis octobre 2003.

«Les attentats de Londres au début juillet, la flambée des prix de l'essence et les graves ouragans survenus aux États-Unis à la fin de l'été sont autant de facteurs qui risquent d'influencer le comportement des consommateurs», peut-on lire dans le plan de développement marketing de l'Office du tourisme de Québec pour 2006.

À l'inverse, les touristes en provenance d'outre-mer — européens et asiatiques pour la plupart — seront plus nombreux cette année. Ils devraient être 488 000 cette année à venir découvrir le Vieux-Québec, soit une augmentation de 6,5 % ou 30 000 touristes de plus que l'an dernier.

On se rapproche du niveau de 502 000 touristes en 2000, avant les tragiques attentats du 11 septembre 2001 qui avaient porté un dur coup aux voyages outre-mer.

Les touristes étrangers valent leur pesant d'or pour l'industrie touristique. Ils ne représentent que 17,5 % de l'achalandage total dans la région de Québec, mais ils sont responsables de plus de 35 % des dépenses touristiques.

En outre, le Conference Board prévoit que plus de Québécois visiteront leur capitale cette année. On anticipe une augmentation de 2,8 % pour un volume de près de deux millions de touristes. Plus de 2,4 millions de touristes des autres provinces sont attendus à Québec en 2006, soit une légère hausse par rapport à l'an dernier.

Les prévisions sont toutefois moins favorables pour la



Les touristes asiatiques seront plus nombreux cette année.

clientèle d'affaires et de congrès. De ce côté, on anticipe un recul de 4 %, avec 467 000 touristes.

PASSEPORT CULTUREL

Par ailleurs, au cours des prochains mois, l'Office du tourisme de Québec lancera un passeport culturel en collaboration avec le Regroupement des institutions muséales et le Réseau de transport de la Capitale.

L'Office se propose également d'élaborer un plan visant la mise en valeur des patrimoines militaire et religieux ainsi que des circuits touristiques dont le Chemin du Roy et la Route de la Nouvelle-France en association avec d'autres régions.

Le financement des efforts de publicité et de promotion touristique fera l'objet de bien des débats au cours des prochains mois, particulièrement concernant le projet de hausser la taxe d'hébergement de 2 \$ à 3 % du prix d'une chambre. Un tel changement, qui est loin de faire l'unanimité, permettrait de doubler le budget de publicité.

Cette année, faute de moyens, l'Office a dû réduire de 500 000 \$ son budget de promotion et de publicité, alors que Montréal et Toronto ont décidé d'injecter davantage d'argent pour attirer les touristes.

La région n'est pas à l'abri d'autres compressions de l'aide gouvernementale au secteur touristique. Les ententes avec le gouvernement du Québec et Développement économique Canada doivent être reconduites cette année. On se propose également de revoir la participation des MRC dans le financement de l'Office du tourisme.

D'autre part, après le succès des Jeux des policiers et pompiers, l'Office du tourisme entend intensifier ses efforts pour amener d'autres grands événements à Québec.




Même si 2006 ne s'annonce pas nécessairement comme le paradis, elle devrait permettre aux agriculteurs québécois de quitter l'enfer dans lequel ils sont plongés depuis près de trois ans.

► Prévisions d'affluence de touristes en 2006 par le Conference Board

	N. de touristes (variation)	Provenance			Dépenses
		Canada	États-Unis	Outre-mer	
Québec	5,5 M (+2,2%)	4,4 M (+2,1%)	652 000 (+0,4%)	488 000 (+6,5%)	1,6 MM (+3,4%)
Montréal	7,7 M (+2,9%)	5,5 M (+2,8%)	1,3 M (+0,7%)	903 000 (+7,2%)	2,5 MM (4,7%)
Ottawa-Gatineau	4,3 M (+3,2%)	3,5 M (+3,2%)	373 000 (+0,3%)	374 000 (+6,4%)	1,1 MM (+4,9%)
Toronto	10,4 M (+3,1%)	6,8 M (+3,3%)	2,2 M (+0,3%)	1,4 M (+6,7%)	4,0 MM (+4,9%)
Winnipeg	1,4 M (+1,9%)	1,1 M (+1,8%)	204 000 (+0,9%)	59 000 (+6,4%)	454 M (+4,3%)
Calgary	3,3 M (+3,4%)	2,6 M (+3,2%)	283 000 (+0,4%)	421 000 (6,5%)	1,1 MM (+4,7%)
Edmonton	3,0 M (+2,9%)	2,5 M (+3,1%)	361 000 (+0,6%)	151 000 (+6%)	1,0 MM (+4,4%)
Vancouver	5,6 M (+3,2%)	2,5 M (+3,1%)	1,8 M (+0,7%)	1,3 M (+7%)	2,7 MM (+4,8%)
Halifax	1,8 M (+3,8%)	1,5 M (+4,1%)	217 000 (+0,4%)	115 000 (+5,6%)	583,0 M (+4,6%)
Canada	119,4 M (+2,8%)	97,0 M (+3,1%)	16,0 M (+0,2%)	6,3 M (+6,3%)	36,7 MM (+4,5%)

L'Université Laval

au cœur de votre quotidien 

Une remise de diplômes à Beijing

L'Université effectue une première collation des grades à l'étranger avec son MBA Gestion agroalimentaire



Les 43 finissants de la première cohorte chinoise du MBA Gestion agroalimentaire, à l'Académie des sciences de l'agriculture de Chine de Beijing, le 17 décembre dernier, en compagnie de représentants du gouvernement chinois, du gouvernement du Québec, du gouvernement du Canada, de l'Université Laval, de l'École d'études supérieures de l'Académie des sciences de l'agriculture de Chine et de son Centre de recherches économiques. On reconnaît notamment, dans la première rangée, Zhan Su, titulaire de la Chaire de recherche en stratégies d'affaires globales et marchés émergents asiatiques de l'Université Laval, Lu Qingguang, vice-président et directeur de l'École des études supérieures de l'Académie des sciences de l'agriculture de Chine, Robert W. Mantha, doyen de la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval, Bai Xianpan, secrétaire générale du Bureau des affaires rurales du gouvernement de Beijing, Zhanglijian, vice-président de l'Académie des sciences de l'agriculture de Chine, Gabriel Gaudette, représentant du consulat canadien à Shanghai, Jiao Shoutian, directeur du Centre de recherche d'économie rurale de Beijing, et Zhang Yiping, représentante du gouvernement du Québec à Beijing.

par Maxim Bonin

En décembre dernier, Robert W. Mantha, doyen de la Faculté des sciences de l'administration (FSA), et Zhan Su, professeur titulaire au Département de management de la FSA, foulaient le sol asiatique pour assister à la toute première remise de diplômes de l'Université Laval à l'étranger. Démarré à Beijing en 2003, en collaboration avec la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation (FSAA), et grâce à plusieurs démarches menées par le vice-doyen à la formation et aux affaires étudiantes et secrétaire de la FSA, André Gascon, le MBA Gestion agroalimentaire allait voir sa première cohorte chinoise diplômée.

C'est en présence de représentants du gouvernement chinois, du gouvernement du Québec, du gouvernement du Canada et des hautes instances de l'École d'études supérieures de l'Académie des sciences de l'agriculture de Chine et de son Centre de recherches économiques que 43 finissants, pour la plupart dirigeants de grandes entreprises agroalimentaires, ont reçu, le 17 décembre, leur diplôme arborant le sceau rouge de

l'Université Laval. Les activités de formation du MBA Gestion agroalimentaire s'étaient principalement déroulées à l'École d'études supérieures

Les relations étroites que la Faculté des sciences de l'administration entend conserver avec ses finissants chinois, qui sont aussi des chefs d'entreprises, pourraient conduire à des échanges commerciaux profitables avec des entreprises québécoises et canadiennes.

de l'Académie des sciences de l'agriculture de Chine, à Beijing. L'été dernier, la quarantaine d'étudiants chinois ont fréquenté quelques semaines le campus de l'Université Laval afin d'y suivre une partie de leur cheminement.

Un exemple de partenariat
Pour le doyen de la Faculté des sciences

de l'administration, cet événement marque la naissance de ce qui pourrait devenir un exemple de partenariat dans la nouvelle conjoncture économique caractérisée par l'émergence des pays asiatiques. «Ce contexte international ne se réduit pas simplement à la montée en puissance d'adversaires intouchables, mais se traduit, bien au contraire, par un incroyable vivier de possibilités pour les entreprises québécoises et canadiennes de prospérer et de se développer», affirme Robert W. Mantha. «Certaines de nos entreprises auront avantage à se positionner sur le marché asiatique. La Chine représente à elle seule un bassin de population de 1,5 milliard d'habitants, et la naissance d'une classe moyenne a eu pour conséquence d'augmenter la demande en produits de luxe. Les grossistes en produits dérivés de l'érable, un produit inexistant en Chine, pourraient par exemple y trouver leur compte, tout comme beaucoup d'autres entreprises du secteur agroalimentaire. L'excellente relation que nous entendons conserver avec nos finissants chinois, qui sont aussi des chefs d'entreprises, pourrait certainement donner lieu à de profitables échanges commerciaux avec des entreprises québécoises et canadiennes.»

Les représentants de la FSA ont

profité de cette visite pour entrer en contact avec sept autres universités des villes de Shanghai, Nanjing, Tianjin, Beijing et Yangling pour établir des ententes qui permettront des échanges enrichissants et porteurs. «Nous souhaitons que nos étudiants et nos professeurs profitent de ces ententes en effectuant des séjours dans ces universités et ainsi repousser les frontières culturelles de l'enseignement en gestion. Par exemple, nos professeurs qui ont enseigné à l'Académie dans le cadre du MBA Gestion agroalimentaire parlent maintenant en connaissance de cause. Ils enrichissent leur enseignement par les expériences qu'ils ont vécues de l'autre côté du Pacifique», fait valoir Robert W. Mantha.

Un sens de l'appartenance

À l'Académie des sciences de l'agriculture de Chine, quelques jours après la cérémonie de remise des diplômes, on se préparait déjà à former un club des diplômés de l'Université Laval. Ces derniers ont même demandé à figurer sur la mosaïque des finissants de deuxième cycle de la FSA. «Nous ne pensions pas que ces étudiants montreraient rapidement un si grand sentiment d'appartenance envers leur nouvelle alma mater. Nous avons donc

accepté leur demande avec enthousiasme», affirme Robert W. Mantha. Après tout, ces 43 finissants cantonnais ont eu droit à la même formation et ont rempli les mêmes exigences que les étudiants sur le campus.

Le professeur titulaire au Département de management de la FSA, Zhan Su, a été l'un des acteurs majeurs dans la mise sur pied de ce programme ainsi que dans l'organisation de la visite en Chine. Expert reconnu mondialement, il est titulaire de la Chaire de recherche en stratégies d'affaires globales et marchés émergents asiatiques à la FSA. «La Chaire de recherche du professeur Su est un bon exemple de notre ouverture sur les défis internationaux en matière de gestion. Dans ce cas, nos relations avec les universités chinoises auront un apport important sur les travaux de la Chaire en stratégies d'affaires globales et marchés émergents asiatiques», poursuit le doyen de la FSA.

La participation active de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation (FSAA) à ce projet a été également déterminante dans le succès du MBA Gestion agroalimentaire, entre autres grâce à l'implication de Rémy Lambert, responsable de la concentration, et de Jean-Paul Laforest, doyen de cette faculté.

FESTIVAL MOZART

À l'occasion du 250^e anniversaire de la naissance de Wolfgang Amadeus Mozart (1756-1791), la Faculté de musique présentera un festival consacré au grand compositeur salzbourgeois qui a légué à la postérité plus de 600 compositions. Ce festival se tiendra du 14 au 27 janvier à la salle Henri-Gagnon du pavillon Louis-Jacques-Casault et permettra d'entendre sept concerts qui présenteront, pour la majorité, des œuvres écrites durant la période de maturité du compositeur.

L'ouverture officielle du Festival Mozart, avec l'interprétation de la *Sérénade en si bémol majeur «Grand Partita»*, K. 361, pour ensemble à vent, aura lieu ce samedi 14 janvier, à 20 h. Les interprètes, placés sous la direction de René Joly, seront Sarah Legendre-Bilodeau et Simon Deschênes, hautbois, Marcel Rousseau, Jacynthe Fugère-Bourdages, Alain Trotier et André Mercier, clarinettes, Paskale Leclerc et Marianne Boilard, bassons, Anne-Marie Larose, Valérie Tremblay, Véronique Lévesque et Benoît Paradis, cors, et Zbigniew Borowicz, contrebasse.

Le deuxième concert du Festival Mozart aura lieu le mardi 17 janvier, à 20 h, et l'on pourra y entendre trois œuvres de musique de chambre: le *Trio pour clarinette, alto et piano «Kegelstatt»*, K. 498, le *Trio pour violon, violoncelle et piano*, K. 564, et le *Quintette en mi bémol majeur*, K. 452,

pour vents et piano. Les musiciens seront: Marcel Rousseau, clarinette, Chantal Masson-Bourque, alto, Brett Molzan, violon, Ryan Molzan, violoncelle, Sarah Legendre-Bilodeau, hautbois, Paskale Leclerc, basson, et Anne-Marie Larose, cor. Ces interprètes seront tous accompagnés au piano par Arturo Nieto-Dorantes à qui l'on doit la présentation de ce festival.

Le programme du jeudi 19 janvier, à 20 h, offrira un éventail d'œuvres du célèbre compositeur: lieder, airs d'opéras arrangés pour ensemble de clarinettes, divertimento pour trio de guitares, des extraits d'une sonate pour deux pianos, sans oublier le clin d'œil fait au père de l'illustre prodige avec l'interprétation du *Concerto pour trombone alto* de Leopold Mozart mettant en vedette James C. Lebens au trombone et Jean-François Mailloux au piano.

Le Quatuor à cordes Arthur-LeBlanc, formé des violonistes Hibiki Kobayashi et Brett Molzan, de l'altiste Jean-Luc Plourde et du violoncelliste Ryan Molzan, occupera la scène le vendredi 20 janvier, à 20 h, pour l'interprétation de l'*Adagio et fugue en do mineur*, K. 546, du *Quatuor à cordes en ré mineur*, K. 421, et du *Quatuor à cordes en ré majeur*, K. 575.

Pour connaître l'horaire de tous les concerts de ce festival, consultez le site Internet de la Faculté de musique à l'adresse www.mus.ulaval.ca. Rappelons que l'entrée est libre à chacune de ces représentations.



LA FSA RAFLE LES HONNEURS DANS TROIS COMPÉTITIONS UNIVERSITAIRES

Les étudiants de la Faculté des sciences de l'administration (FSA) ont fait honneur à l'Université Laval lors d'importantes compétitions universitaires qui ont eu lieu la semaine dernière. Les étudiants de premier cycle de la FSA ont en effet remporté la seconde place aux Jeux du Commerce 2006 alors que les étudiants de deuxième cycle ont obtenu la première place aux Jeux nationaux MBA 2006 et la sixième place au prestigieux Concours international d'étude de cas MBA John Molson.

À Windsor, en Ontario, une équipe composée d'une quarantaine d'étudiants de la FSA a remporté les honneurs pour une deuxième année consécutive lors des Jeux nationaux MBA auxquels ont pris part plus de 600 étudiants de niveau maîtrise en administration des affaires provenant de 15 universités canadiennes. Cette compétition met à l'épreuve les participants dans trois champs particuliers: les compétitions scolaires, les compétitions sportives et les activités sociales.

À Québec, la délégation de la FSA a remporté la seconde place lors des Jeux du Commerce, la plus importante compétition interuniversitaire en gestion de l'Est du Canada, qui réunissait, cette année, 1 200 étudiants du baccalauréat en administration des affaires provenant de 14 universités du Québec, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick. Lors de cette compétition annuelle, les participants se mesurent dans une série d'épreuves intellectuelles, sociales et sportives. L'événement, organisé cette année par l'Université Laval, a connu un franc succès.



L'équipe de l'Université Laval a remporté la sixième place au Concours international d'étude de cas MBA John Molson. Dans l'ordre habituel: Mario Cayer (entraîneur), Geneviève Champoux, Isabelle Pilon, Myriam Leblanc, Claudine Contreras, Mireille Bernier et André Gascon (entraîneur).

À Montréal, l'équipe de la FSA a remporté la sixième place au classement mondial lors du Concours international d'étude de cas MBA John Molson considéré comme la plus prestigieuse compétition d'étude de cas de calibre international. Cette année, 36 universités de partout à travers le monde ont concouru afin de remporter la prestigieuse coupe Concordia, symbole d'excellence universitaire au niveau MBA. L'équipe de l'Université Laval était composée de

Mireille Bernier, Geneviève Champoux, Claudine Contreras, Myriam Leblanc et Isabelle Pilon. Ces étudiantes étaient entraînées par Mario Cayer, professeur agrégé au Département de management, et André Gascon, vice-doyen à la formation et aux affaires étudiantes et secrétaire de la FSA. Depuis huit ans, ces deux entraîneurs travaillent avec ardeur à positionner l'Université Laval aux premiers rangs de ce concours international.

RACISTES, NOUS?

Tel est le sujet de la prochaine conférence grand public de la Faculté des sciences sociales qui aura lieu le mercredi 1^{er} février, de 12 h 15 à 13 h 50, au local 3A du pavillon Charles-De Koninck. Lorsque, à la télévision, on



parle d'un homme de race noire, cela semble une évidence indéniable. Il y a des Noirs et des Blancs et même d'autres couleurs. Quand un psychiatre se targue d'avoir des études qui démontrent que la supériorité d'une personne par rapport à une autre tient à son appartenance raciale, cela semble possible tant les Noirs dominent certains sports et les Blancs réussissent, selon des «études», dans certains tests d'intelligence. Si nous allons au-delà du mépris des autres par les racistes primaires, qu'en est-il des races humaines du point de vue scientifique? Cette question nous entraîne au cœur de l'aventure humaine: notre évolution bioculturelle. Cette conférence sera donnée par Jean-Jacques Chalifoux, biologiste et anthropologue, professeur au Département d'anthropologie.

KARKWA ET ALLIGATOR TRIO

Dans le cadre du Festival de sciences et génie, CHYZ 94,3 et l'Association des étudiants en sciences et génie (AESGUL) présentent le spectacle de Karkwa et d'Alligator Trio. Ces deux formations de rock francophone se produiront le mardi 24 janvier à 21 h au Grand Salon du pavillon Maurice-Pollack. Le groupe Karkwa vient de lancer son nouveau disque *Les tremblements s'immobilisent* encensé par la critique. Avec ce dernier, Karkwa se positionne comme l'un des groupes les plus importants de la scène musicale québécoise tant par la qualité de ses textes que par l'originalité de sa musique. Le groupe a été le numéro un annuel francophone 2005 de CHYZ. Alligator Trio est une formation décapante de la Vieille Capitale. Son dernier album, *Les originaux inquiets*, est une véritable rafale de chansons rock grinçantes. Le trio est explosif sur scène et balance sans compromis ses compositions blues-garage francophones. Les billets sont en vente au coût de 8 \$ à CHYZ (local 0236 du pavillon Desjardins-Pollack).



Le groupe Karkwa

EXPOSITION SOUS LA TENTE INUITE



Amélie Breton conjugue anthropologie et photographie afin d'expliquer le mode de vie actuel des Inuits dans l'exposition «Tupi» qui se tiendra du 16 au 27 janvier prochain à la Salle d'exposition du pavillon Alphonse-Desjardins. Pour l'occasion, une tente d'été inuite sera montée dans la salle. Plus d'une centaine de photographies seront projetées sur les murs de la tente permettant de visualiser, tant de l'extérieur que de l'intérieur, les activités et les attitudes du peuple inuit et

de comprendre son mode de vie. Après avoir passé tout près d'une année à Inukjuak, Amélie Breton met à contribution ses études en anthropologie visuelle afin que chacune des photographies imprègne les visiteurs de la réalité quotidienne de ce peuple fascinant du Nunavik. Rappelons que l'artiste s'est démarquée au mois de février dernier en abordant le même thème dans une «salle d'exposition-igloo» construite à l'extérieur du pavillon Alphonse-Desjardins.

NOUVEAUTÉ DANS LE PROGRAMME JEUNESSE EN NATATION



Le Programme jeunesse en natation du PEPS fait peau neuve et présente le Programme de la Croix-Rouge. Plusieurs cours pour les jeunes en piscine sont offerts et s'adressent aux enfants de 2 ans jusqu'aux adolescents de 14 ans. La majorité des cours débuteront le samedi 14 janvier ou le dimanche 15 janvier. Il est possible de

s'inscrire par téléphone, du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h 30, ou sur place tous les jours entre 9 h et 21 h. Des places sont encore disponibles. On peut consulter l'horaire des activités dans les journaux du PEPS ou dans Internet à l'adresse www.peps.ulaval.ca. Information: 656-PEPS (7377).

Des protéines neurotoxiques

De nouvelles perspectives s'ouvrent dans la lutte contre la maladie de Lou Gehrig



Jean-Pierre Julien, professeur-chercheur à la Faculté de médecine, en compagnie de son assistante Roxane Larivière au Centre de recherche du CHUL.

par Jean Hamann

Les chercheurs de la Faculté de médecine ont franchi une nouvelle étape dans la lutte contre la sclérose latérale amyotrophique (SLA), plus communément appelée maladie de Lou Gehrig. Dans l'édition de janvier de *Nature Neuroscience*, Jean-Pierre Julien et son équipe annoncent avoir précisé le mode d'action d'une protéine qui joue un rôle important dans le développement de cette maladie.

La SLA est une maladie qui se caractérise par une dégénérescence sélective des neurones qui contrôlent l'activité musculaire. Cette dégénérescence des neurones moteurs, dont les premières manifestations surviennent à l'âge adulte, entraîne un affaiblissement progressif des bras et des jambes, suivi d'une paralysie musculaire et, deux à cinq années plus tard, par des problèmes respiratoires graves qui conduisent à la

mort. Il n'existe présentement aucun traitement pour stopper cette maladie qui frappe 1 personne sur 2000.

Environ 20 % des cas familiaux de SLA sont causés par des mutations dans le gène qui code pour la fabrication de la protéine superoxyde dismutase (SOD1). «Ça ne signifie pas pour autant que cette protéine n'est pas impliquée dans le reste des cas», précise Jean-Pierre Julien. Nos connaissances sur cette maladie sont encore très limitées. Des études récentes suggèrent que la protéine mutante a des effets toxiques qui contribueraient à la dégénérescence des neurones moteurs. Toutefois, en 2003, Jean-Pierre Julien a démontré, dans la revue *Science*, que la présence de la protéine mutante SOD1 à l'intérieur des nerfs moteurs ne suffisait pas à causer la maladie.

Alors, coupable ou non, la SOD1 mutante? Le professeur Julien tire la question au clair dans l'article qu'il publie dans *Nature Neuroscience* avec ses collègues Makoto Urushitani, Attila

Sik et trois autres chercheurs japonais. Grâce à des souris atteintes de SLA, les chercheurs sont parvenus à démontrer que ce n'est que lorsqu'elle est excrétée à l'extérieur des cellules que la protéine mutante provoque l'inflammation et la mort de nerfs moteurs. Pour le prouver, ils ont injecté la protéine SOD1 mutante et la protéine normale dans des milieux de culture contenant des neurones moteurs normaux. Vingt-quatre heures plus tard, les signes de toxicité étaient manifestes uniquement du côté des neurones exposés à la protéine mutante.

Cette découverte a lancé l'équipe du professeur Julien sur une nouvelle piste thérapeutique. «Nous croyons qu'il serait possible de prévenir la mort des neurones moteurs en débarrassant le cerveau de la protéine mutante SOD1 extracellulaire avant qu'elle ne s'accumule et cause des dommages permanents. Nous testons d'ailleurs un vaccin à cette fin chez des souris et les résultats sont encourageants», confirme-t-il.

Attachez vos tuques!

La 20^e édition du Concours de groupes émergents de l'Université Laval démarre le 16 janvier

La 20^e édition du Concours de groupes émergents de l'Université Laval (CONGA) se tiendra du 16 au 19 janvier à 19 h sur la scène de l'Agora du pavillon Alphonse-Desjardins. Les neuf groupes en lice batailleront fort lors des trois premiers jours de l'événement afin d'atteindre la grande finale du 19 janvier. Les groupes Adamind, The Mistake et Tales of Destiny démarrent la compétition le lundi 16 janvier. Suivront les groupes Mascarade, La Chambre et The Sins le mardi 17 janvier tandis que Seven Seas, Noise Empire et No Big Head concluront la demi-finale le mercredi 18 janvier. La finale du 19 janvier mettra en vedette, en plus des trois groupes finalistes, le groupe parrain L'empreinte Galactique, gagnant du CONGA 2003. Le Concours de groupes émergents offre la chance aux groupes de la relève musicale de se faire connaître et d'enregistrer un album professionnel.



Adamind

Un programme éclectique

Inspiré par Dream Theater et Symphony X, Adamind est un groupe de métal progressif n'ayant pas peur de

mélanger les élans techniques et les refrains accrocheurs. La formation existe depuis avril 2005. The Mistake (funk punk) a trouvé sa voie dans la combinaison du trio fondamental de rock. Son approche spontanée liée à l'imagerie fantastique de ses paroles bilingues lui donne un caractère distinct. Tales of Destiny est né à Beaulieu en 1995 et s'est tourné vers la composition avec une influence européenne et totalement power métal.

Mascarade est un groupe francophone au style musical éclaté et aux influences rock, jazz et latines. Il se distingue par la versatilité de ses styles et par l'emploi de sons et d'effets spéciaux. La Chambre (british pop rock) compose, sur des textes sombres et percutants, des mélodies accrocheuses et planantes à la fois vintage, rock, new wave et électro. Armée de ses atmosphères, cette formation compte conquérir la planète bleue en présentant un son unique qui lui permet de se démarquer. The Sins est un groupe rock qui existe depuis deux ans. Ses compositions, inspirées de la vie de tous les jours, résonnent comme une version moderne du rock des années 80.

Le groupe Noise Empire s'est produit plusieurs fois sur les scènes de Québec. Musicalement parlant, il se démarque par son répertoire punk-rock garage et par la rencontre percussive de deux chanteurs-guitaristes. Les thèmes à la fois engagés et personnels qu'aborde Noise Empire ont été initialement chantés en anglais avant de trouver tout leur sens dans la langue de Molière. Forts de leur talent vocal, de

leur expérience scénique et de leur participation antérieure au CONGA, les membres de No Big Heads (punk rock) ont bien l'intention de faire parler d'eux. Seven Seas a dernièrement célébré sa première année d'existence. La richesse musicale de la fin des années 1960 et 1970 (Jimi Hendrix, Led Zepplin, Black Sabbath, The Who, Aerosmith) constitue sa principale inspiration.

Le premier prix de cette 20^e édition comprend 100 heures d'enregistrement professionnel au Studio New Rock en plus du passage de 500 disques compacts chez DuplicAction. Le deuxième prix comprend 20 heures d'enregistrement en studio et un certificat cadeau de 250 \$ chez DuplicAction. Plusieurs autres prix seront aussi remis au cours de la finale.

Parrainé par l'Association des étudiants et étudiantes en Sciences et génie (AESGUL), le CONGA résulte de l'engagement actif d'une centaine de bénévoles de la communauté universitaire. Il constitue depuis plusieurs années un tremplin reconnu pour les groupes amateurs du Québec. De nombreuses formations ayant participé au CONGA, comme Eonz, Le Kitchose Band, Polémil Bazar, One Ton et Interférences Sardines, évoluent maintenant sur la scène professionnelle.

Les billets pour le CONGA 2006 sont en prévente à 6 \$ au local de l'AESGUL (0062, pavillon Alexandre-Vachon), à l'Animation socioculturelle (2344, pavillon Alphonse-Desjardins) et sur le réseau Billetech. Le prix d'entrée à la porte sera de 8 \$. Renseignements: <http://www.conga.org>.

PERSPECTIVES 2006



Dans le Bas-Saint-Laurent, le secteur de l'éolien devrait bien aller en 2006.

EST ET CÔTE-NORD

Période de transition

STEEVE PARADIS ET GILLES GAGNÉ
Collaboration spéciale

GASPÉ — Les économies de la Côte-Nord, du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine passent par une période de transition qui se poursuivra en 2006. Le Bas-Saint-Laurent devance ses voisins et la situation se traduit par un taux de chômage bien inférieur, attribuable aux performances de Rivière-du-Loup, de Matane et de Rimouski.

Le Bas-Saint-Laurent a vécu un ralentissement en 2005 « après un vent favorable de sept à huit ans », note l'économiste Louis-Marie Rouleau, d'Emploi-Québec. La région a perdu près de 2500 emplois, mais le niveau demeure néanmoins élevé.

Les effets de la seconde crise forestière en six ans demeureront. « Il y a des effets qui ne se sont pas encore fait sentir sur le nombre d'emplois, comme un temps d'exploitation moins long des scieries. Depuis le début de la seconde vague, toutes les anticipations à caractère catastrophique ne se sont pas matérialisées », explique M. Rouleau.

Le Bas-Saint-Laurent, rappelle-t-il, compte des usines de pâtes et papiers à Rivière-du-Loup, à Cabano et deux à Matane, alors que les fermetures abondent ailleurs. M. Rouleau précise que les scieries du Bas-Saint-Laurent ont été très touchées par la fermeture de la cartonnerie gaspésienne Smurfit-Stone de New Richmond. « Il y a de bons et de mauvais courants à prévoir pour 2006. Pages jaunes a fermé à Rimouski, au profit de Montréal. Ça peut arriver ailleurs. Calco Plastique a diminué ses activités, comme Panval (panneaux) dans la Matapédia. Ces indicateurs traduisent l'effet international sur nos entreprises. »

L'économie bas-laurentienne ne s'effondrera pas en 2006. « Les secteurs agroalimentaires, la métallurgie, l'éolien, la deuxième transformation du bois et la construction devraient bien aller. S'il voit le jour, la construction du port méthanier (Gros-Cacouna) contribuera. Les biotechnologies et le secteur maritime forment un ensemble solide; 2006 pourrait préparer le redémarrage de 2007-2008 », conclut M. Rouleau.

Sur la Côte-Nord, une année difficile est à prévoir après une assez bonne performance. « Si la Côte-Nord n'a pas si mal fait en 2005, il faut s'attendre à des pertes d'emploi en 2006, probablement une baisse de 1 à 2 % du niveau d'emploi », indique André Lepage, économiste à Emploi-Québec. Les pertes devraient toucher le secteur forestier de Sacré-Coeur à Baie-Comeau.

Les contrecoups du rapport Coulombe, qui a entraîné une baisse de 20 % de la possibilité de récolte, ont été peu sentis. « En 2005, l'industrie forestière régionale n'a pas subi de baisses d'attribution aussi importantes qu'ailleurs parce que les entreprises ont pu récolter du bois brûlé. L'effet de ces baisses se fera maintenant sentir », note M. Lepage.

L'industrie minière va mieux. « La hausse verti-

gineuse de la demande du fer en Chine fait bondir les prix et plusieurs projets de prospection (...) maintiendront le niveau d'emploi dans ce secteur », dit-il.

En construction, le ralentissement sera notable. Les derniers grands projets, le barrage de la rivière Toulustouc et l'agrandissement de l'aluminerie Alouette de Sept-Îles, sont complétés. « Il faudra attendre en 2008 et le projet de la rivière Romaine pour revoir une hausse de l'emploi, croit André Lepage. Ce projet de 6,5 milliards \$ s'étendra sur 14 ans et devrait générer beaucoup d'emplois à la région de Havre-Saint-Pierre. »

Il prévoit que le niveau d'emploi devrait aussi baisser en 2007. « Pour reprendre la tendance à la croissance du niveau d'emploi, observée depuis 1999, il faudra probablement attendre à 2008. »

Toute prédiction pour la Gaspésie et les Îles comporte une grande marge d'erreur tellement les courants varient. Le marasme forestier se poursuivra « à cause de la réorganisation mondiale des marchés, de la crise nord-américaine du bois d'œuvre et la réduction de récolte publique de 20 %, dont l'effet sera pire en 2006. Tout ça est accentué par la fermeture de Smurfit-Stone à New Richmond. Il faut transformer les sous-produits du sciage ici, mais peut-on miser sur les pâtes et papiers? », dit Gilbert Scantland, directeur de la Conférence régionale des élus.

Il s'inquiète de la pente descendante des retombées touristiques, malgré un nombre de visiteurs en hausse. « La commercialisation n'est pas suffisante. Il faut rehausser la qualité de l'offre. »

Dans les pêches, l'abondance de crevette ennuie transformateurs et pêcheurs parce qu'elle réduit les prix. La mariculture, enfin, commence à répondre aux attentes, avec une croissance soutenue.

Gilbert Scantland rappelle le défi que représentera en 2006 la sauvegarde de l'emprise ferroviaire Matapédia-Chandler, menacée d'abandon, et la nécessaire amélioration du service jusqu'à Gaspé. « Les pourparlers préliminaires laissent croire que les gouvernements (...) nous aideront à maintenir ou acquérir le chemin de fer. La balle est dans notre camp. »

La croissance repose nettement sur le secteur éolien. LM Glasfiber ouvre une usine de fabrication de pales à Gaspé. Le Groupe Ohméga à Gaspé, PGE à Chandler, 3Ci et Transport SRS à Murdochville, Cartier Énergie et Pesca un peu partout et Delta de Saint-Siméon seront aussi actifs.

Un enjeu demeure : l'appropriation du vent par les Gaspésiens. « Ça viendra avec un partenariat MRC-municipalités, pour investir et prendre les moyens pour attirer les investisseurs. Sinon, ça va nous passer au-dessus de la tête », note Gilbert Scantland.

La construction, à cause des chantiers régionaux et du bassin de travailleurs allant œuvrer ailleurs, demeurera vigoureuse. Le retour de retraités et de jeunes soutient aussi l'économie. La région, qui perdait de 500 à 1700 citoyens par an depuis 2000, n'en a perdu que 94 en 2004.

ESPOIRS

Suite de la D 1

tellement chers », fait-il remarquer en parlant notamment de la société de Québec Aeterna-Zentaris, dont le « pipeline » de produits serait présentement sous-évalué.

Ainsi, plusieurs entreprises risquent de faire parler d'elles au cours des prochains mois. À commencer par la montréalaise Axcan Pharma, qui doit présenter ses résultats de phase III pour son produit-vedette Itax, un médicament visant à soulager les désordres gastriques.

De son côté, le fabricant de tests diagnostiques Adaltis devrait commencer à produire des résultats financiers positifs dans la deuxième moitié de l'année.

Patrick Potvin garde pour sa part un œil attentif sur la société Diagnostec, qui verra son partenaire américain Gen-Probe vendre la première version de son test pour dépister le cancer de la prostate.

« Il y a aussi la performance de TSO3 qui sera intéressante à observer », souligne Serge Depatie, en ajoutant que tout dépendra des volumes de ventes sur le territoire américain notamment. L'entreprise de Québec fabrique des stérilisateur à l'ozone qui servent à « nettoyer » les instruments chirurgicaux dans les hôpitaux et centres de santé.

La société Theratechnologies pourrait également faire parler d'elle plus tard cette année. La firme montréalaise dévoilera à la mi-année les résultats de phase III de son médicament expérimental contre la lypodystrophie associée au VIH.

Patrick Potvin entend aussi surveiller le titre de la québécoise Labopharm, qui pourrait bientôt obtenir le feu vert de la Food and Drug Administration (FDA) pour la vente de son produit-vedette, l'analgésique Tramadol reformulé.



Vichtom, qui a développé une jambe bionique, fait partie des firmes à surveiller en 2006.

Quant au gestionnaire de chez Natean, il dit bien aimer les produits en développement chez Vichtom. Après avoir mis sur le marché sa jambe bionique, la société biomédicale de Québec entend mettre l'accent sur plusieurs produits dans le secteur de la neurostimulation.

Si tout se déroule comme prévu, Vichtom devrait être rentable quelque part en 2006 et la commercialisation de la jambe bionique devrait générer des retombées satisfaisantes en 2008.

À l'échelle canadienne, Angiotech, de Vancouver, sera également à suivre. La biotech devrait dévoiler au milieu de l'année les données cliniques de son étude portant sur l'enveloppe vasculaire des patients cardiaques.

Lundi et mardi

La région de Québec a-t-elle sa juste part du fédéral ?



Des milliers d'emplois, des millions de dollars ! Industrie, recherche, fonction publique, culture, transport...

Un reportage fascinant mené par Le Soleil, la Télévision et la Radio de Radio-Canada, suivi d'un grand forum.

- À lire dans Le Soleil lundi et mardi.
- À écouter à la Première Chaîne de Radio-Canada 106,3 FM lundi, à 7h40 et à 16h40, et mardi à 16h.
- À voir, lundi et mardi, à la Télévision de Radio-Canada, au Téléjournal Midi et au Téléjournal Québec à 18h.


RADIO-CANADA
TÉLÉVISION

 **106,3** FM
PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca/quebec

LE SOLEIL

www.cyberpresse.ca/soleil